

L'intervenant provincial

en faveur des enfants & des jeunes

À titre d'Intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario, j'ai eu l'occasion de commenter devant les membres du Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes le projet de loi C-4 qui propose des modifications à la *Loi sur la justice pénale pour adolescents (LJPA)*.

Mon mandat comme Intervenant provincial est de faire entendre la voix et de faire valoir le point de vue des jeunes contrevenants. Or, dans les délibérations entourant ce projet de loi, leur voix n'a pas été entendue. Si le projet de loi C-4 devait être adopté, il aurait un impact négatif à long terme. Il a le potentiel de modifier considérablement les principes et la philosophie sous-tendant la justice pour les jeunes au Canada.

J'ai réfléchi beaucoup à ce que je souhaitais dire aux membres du comité, ainsi qu'à comment faire pour changer la dynamique imprégnant le discours entourant la justice pour les jeunes au Canada. Il semble y avoir deux positions bien campées, à savoir une qui prône l'approche axée sur « l'ordre public » et une autre qui privilégie ce qu'on pourrait qualifier de « surveillance indulgente ». Pour aller de l'avant, il est absolument nécessaire de changer ce discours. En fin de compte, nous voulons tous et toutes ce qu'il y a de mieux pour nos enfants et nos collectivités.

Selon la documentation fournie par le Service d'information et de recherche parlementaires, un des principaux objectifs des modifications est « d'insister sur l'importance de protéger la société ». Aussi, une bonne partie de la réforme proposée, peut-on lire, s'inspire des recommandations du rapport de la Commission Nunn. Le commissaire Nunn recommandait, en effet, de « faire ressortir la sécurité du public » dans une loi dotant « les juges d'un outil nécessaire pour s'assurer que la protection de la société soit prise en compte dans la détermination de la peine des contrevenants ayant commis des infractions avec violence ou des infractions à répétition ». Ce que le public en général et certains décideurs peuvent avoir oublié, c'est que le rapport de la Commission Nunn conclut que la *Loi sur la justice pénale pour adolescents* s'avère « très efficace dans la manière dont une vaste majorité des jeunes sont traités » et qu'elle est « une loi bien faite ».

Je veux vous citer un autre passage du rapport du juge Nunn que je trouve particulièrement convaincant. Il écrit : « D'après la preuve soumise, il est clair que si nous voulons une société plus sûre et à l'abri d'une bonne partie des crimes commis par des jeunes, nous devons examiner notre système d'éducation, notre réseau de services sociaux, nos services de santé et nos services communautaires, nos programmes pour les jeunes et notre système de justice pénale. C'est en agissant ensemble que ces systèmes parviendront à faire de notre société un endroit plus sûr où vivre ». Je ne peux que renchérir.

Revenons donc aux deux approches qui s'opposent, soit celle de « l'ordre public » et celle de la « surveillance indulgente ». Sous la *Loi sur les jeunes contrevenants*, le taux d'incarcération des

jeunes au Canada a été parmi les plus élevés des pays occidentaux. Sous la *LJPA*, le nombre de jeunes en détention a considérablement diminué. Ainsi, nous avons vécu les deux approches. Je crois que la sécurité du public est importante. Mais il faut penser à améliorer la sécurité du public autrement qu'en se contentant d'investir dans la brique et le mortier des prisons.

C'est pour cette raison que je m'inquiète de ce que j'interprète comme étant un changement d'orientation dans la déclaration de principes de la *LJPA*, un changement en vertu duquel, selon moi, nous abdiquons notre responsabilité collective à l'égard des jeunes. Dans la version actuelle de la *LJPA*, il est stipulé que nous avons l'obligation de « réadapter » les jeunes et de les « réinsérer » dans la société. Dans la version proposée, la barre est abaissée pour passer de « l'obligation » à la « promotion » de la réadaptation et de la réinsertion des jeunes. Dans le même ordre d'idées, le mandat dans la version originale de « prévenir le crime par la suppression des causes sous-jacentes à la criminalité chez les adolescents » est assoupli à celui « d'orienter » les jeunes vers des programmes et des agences communautaires pour s'attaquer aux causes sous-jacentes à leurs comportements criminels. Nous sommes donc passés d'un engagement ferme de « suppression », de « réadaptation » et de « réinsertion » à un engagement plus faible de « promotion » et « d'orientation ». La déclaration de principes s'applique à la *Loi* dans son entièreté. Elle aura une incidence sur chaque décision à chacune des étapes du processus et aura sans doute pour effet d'augmenter le nombre de jeunes incarcérés.

Je suis aussi préoccupé par la notion selon laquelle la dénonciation et la dissuasion joueraient un rôle dans la détermination de la peine. Un examen fédéral, provincial et territorial de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (1996) a indiqué que modifier la durée et les types de sanction n'altérerait pas le taux de criminalité chez les jeunes. En général, les jeunes ne réfléchissent pas et n'évaluent pas logiquement les risques d'être appréhendés pour leurs crimes. Ils peuvent être conscients du risque de se faire appréhender, mais, et c'est propre à l'adolescence, ils croient que les autres, et pas eux, se feront prendre (Cohen et Canela-Cacho, 1994).

Je voulais que les jeunes qui seront touchés par le projet de loi soient présents dans le cœur et l'esprit des décideurs. En tant qu'Intervenant provincial, j'ai passé beaucoup de temps dans des centres de jeunes. J'ai rencontré beaucoup de jeunes et je les ai écoutés me raconter leurs rêves et leurs espoirs pour l'avenir. Je sais que ce sont les fils et les filles de quelqu'un. Ils sont, ou ils pourront être un jour, plombiers, comptables, entrepreneurs, travailleurs sociaux et parents. Ce sont nos futurs contribuables.

La sécurité du public est bien servie en prévenant le crime par la suppression des causes sous-jacentes aux comportements criminels. La sécurité du public est bien servie lorsqu'on favorise la « réadaptation » de nos jeunes et leur « réinsertion » dans nos collectivités. La sécurité du public est bien servie en veillant à ce que les jeunes subissent des conséquences appropriées pour leurs comportements de manière à apprendre de leurs erreurs. Or, ces volets sont déjà présents dans la *Loi sur la justice pénale pour adolescents*.

Selon mon expérience, je crois que nous ferions mieux de réfléchir davantage aux modalités d'application de la *LJPA*. Avant de modifier cette loi, il faut parler aux gens qui l'utilisent et qui travaillent auprès des jeunes, et analyser ses stades d'application au pays. Et une question demeure. Le problème provient-il de la *LJPA* en tant que telle ou plutôt de son application, c'est-à-dire des ressources, ou de façon plus réaliste, du manque de ressources pour la rendre fonctionnelle?

Irwin Elman

Intervenant provincial

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario

401, rue Bay, bureau 2200

Toronto (Ontario) M7A 0A6

Téléphone: 416-325-5669

Sans frais: 1-800-263-2841

Télécopieur: 416-325-5681

ATS: 416-325-2648